

Anti-inflation—Loi

Le Nouveau parti démocratique est d'avis que nous devrions envisager l'instauration d'une politique nationale des revenus dans un très proche avenir. Dans cet ordre d'idées, j'insiste sur le fait qu'une politique de revenus nationale menée consciencieusement serait inséparablement liée à une planification économique, comme à peu près tous les gouvernements de l'Europe occidentale ont pu s'en rendre compte, ainsi que le gouvernement du Japon d'ailleurs. Nous ne pouvons pas nous isoler du reste du monde, mais nous pouvons protéger notre économie et la rendre plus juste socialement grâce à une planification économique permanente au niveau national. Le débat national qui devrait se dérouler ici cet après-midi devrait consister à demander au gouvernement actuel de diriger le choix des moyens grâce auxquels les Canadiens pourraient délibérément rechercher une planification nationale et mettre en œuvre une politique efficace des revenus.

Le fait est que nous avons déjà un système de planification et un système de réglementation dans notre pays, et que tous deux fonctionnent d'une façon erratique et inéquitable, car leur forme a été dictée par une économie de marché dominée par les grosses entreprises. Il ne faut pas voir dans mes propos une simple harangue politique de gauche, mais une description réaliste de la situation économique.

M. Fraser: C'est simplement de la rhétorique de gauche.

M. Broadbent: J'aimerais que l'honorable député lise quelques manuels d'économie du niveau élémentaire. Même les livres d'inspiration droitière reconnaissent ces faits élémentaires. Ils en tirent des conclusions différentes, mais ils n'en reconnaissent pas moins les faits. Les conservateurs ne sont de toute évidence même pas capables de discerner la réalité. Dans notre esprit, le but d'une politique nationale sur les revenus serait de déterminer l'ampleur que doit revêtir le revenu national, quel doit être son taux d'augmentation et comment et dans quelle proportion il doit être réparti entre les différents secteurs de l'économie. Voilà ce que cela devrait signifier. C'est ce qui s'est fait dans d'autres pays.

M. Fraser: Avez-vous déjà été en Pologne?

M. Broadbent: La blague polonaise que nous venons d'entendre ne mérite même pas de commentaire. Comme je l'ai dit, monsieur l'Orateur, aucune bureaucratie compliquée ne sera nécessaire pour mettre ce programme en œuvre. Les mécanismes d'application d'une telle politique existent déjà dans de nombreuses institutions gouvernementales. Toute modification ou concession fiscale, tout nouveau tarif, toute subvention importante ou tout nouveau paiement de transfert, toute décision du gouvernement touchant des produits comme le pétrole relèvent de la politique des revenus. Modifiez n'importe lequel de ces éléments et vous influez sur le niveau du revenu, le taux de croissance et sa répartition au sein de la population canadienne.

● (1610)

Je le répète, la question qui se pose à nous n'est donc pas de savoir si nous devons planifier et adopter une politique des revenus, mais de savoir quelle planification et quelle politique des revenus nous devons adopter et qui doit s'en charger. Depuis ses débuts, le Nouveau Parti démocratique a toujours cru en la nécessité de planifier l'économie à l'échelle nationale. Prétendre que les forces du marché vont inévitablement réaliser le bien commun revient à croire que dans un sauve-qui-peut

général les souris n'ont rien à craindre des éléphants. C'est aussi simple que cela.

Pour le Nouveau Parti démocratique, trois grandes questions sont à considérer dans l'élaboration d'une politique à long terme semblable. Premièrement, les capitaux d'investissement. De toute évidence, les capitaux d'investissement influencent l'inflation et le chômage aussi bien que le taux de croissance et les types de revenus des régions aussi bien que des individus. Il est donc essentiel que le gouvernement central joue un rôle de premier plan dans la politique des investissements. A ce propos, je repousse l'attitude du porte-parole des conservateurs qui a catégoriquement rejeté la participation gouvernementale.

Je tiens à souligner et à bien faire comprendre que nous ne voulons pas d'une bureaucratie centralisée, encombrante, inefficace, inutile, qui prend toutes les décisions économiques que nous devrions prendre nous-mêmes. Ce n'est pas la façon de fonctionner. Tout en reconnaissant au gouvernement national le pouvoir et de bonnes raisons pour prendre en vue du bien public, des initiatives décisives dans le domaine de l'économie, il faut aussi conférer au ministère des Finances le pouvoir de planifier. Sous la surveillance du gouvernement, ce pouvoir créerait avec le secteur privé une interrelation permettant d'assurer l'efficacité des entreprises et de décentraliser le pouvoir décisionnel. En termes simples, le Canada a besoin d'un mécanisme national prévoyant le rythme et les priorités des investissements comme celui qui remporte tant de succès depuis des années en Suède. Voici comment il fonctionnerait...

Une voix: On croirait entendre Ed Schreyer.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, les conservateurs ont de la difficulté à tirer des enseignements des autres pays et non seulement des livres. Conformément à cette proposition, toutes les grandes entreprises seraient obligées de déposer une partie de leurs profits dans des comptes spéciaux réservés aux entreprises et gérés par le gouvernement. Les entreprises pourraient dépenser les sommes déposées à ces comptes seulement au moment et aux fins approuvés par le gouvernement. Ainsi, le gouvernement n'exercerait pas un contrôle direct sur ces fonds. L'important, c'est qu'il aurait un moyen efficace d'influencer directement le rythme et le but des investissements du secteur privé. Cela est essentiel si nous voulons sérieusement combattre l'inflation et le chômage qui découlent automatiquement de l'économie de marché. Je veux parler de l'intervention directe dans une économie mixte afin d'atteindre les buts que souhaitent la majorité des Canadiens—inflation minimale et plein emploi. Voilà comment il fonctionnerait.

Les fonds s'accumuleraient durant les périodes de plein emploi et de forte demande; ils seraient libérés durant les périodes de récession, cela va de soi. Le caractère et les effets cycliques de l'économie de marché pourraient ainsi s'en trouver considérablement modifiés. L'investissement serait dirigé de préférence dans les régions où sévit un chômage aigu. On encouragerait l'investissement dans le secteur du logement. L'investissement dans les stocks pourrait également être autorisé durant les périodes de ralentissement de la demande. Le secteur des affaires y consentirait. Bref, on pourrait remédier à l'inflation et au chômage dans le cadre d'une série de priorités nationales établies par le gouvernement national. Je le répète dans des pays comme la Suède on a vu ce système d'investissements donner des résultats favorables, tant pour la majorité de